Motion

Je suis d'accord avec mon bon ami, le député de Vancouver—Kingsway (M. Waddell), lorsqu'il affirme que ce comité a été élargi par le gouvernement conservateur, dans l'espoir d'être ainsi plus juste envers les Canadiens. Les gouvernements sont appelés à commettre des erreurs, et je crois qu'ils peuvent en tirer des leçons. C'est extrêmement important. Mon collègue, le député de York-Centre (M. Kaplan) a signalé que les membres du comité avaient mis de côté tout sectarisme en l'occurrence. Cependant, je crois qu'en ce qui concerne l'élimination graduelle du Programme d'isolation thermique des résidences canadiennes on a procédé équitablement envers les intéressés qui voulaient s'en prévaloir et conformément aux règles et procédures du gouvernement et du Parlement. Je vais, du moins je l'espère, convaincre la Chambre qu'en fait, la ministre a annoncé les dates limites, la population a été avertie et les subventions ont été accordées conformément à la loi.

• (1150)

Dans le rapport, on laisse entendre que des propriétaires de maison se sont vu refuser des subventions équivalent à 60 p. 100 des coûts admissibles, car ils ignoraient que le gouvernement avait l'intention de réduire ce niveau à 33 1/3 p. 100. On prétend également que si le gouvernement avait suivi la procédure voulue, cela ne se serait pas produit.

Mon collègue de Vancouver—Kingsway (M. Waddell) a précisé très clairement que la population ne lisait pas la *Gazette*, qui peut être volumineuse et très complexe parfois. La ministre a mentionné l'autre jour que les faits n'avaient pas été bien présentés au comité. Je voudrais vous en faire part aujourd'hui. Selon nous, le gouvernement a agi de façon juste et généreuse. Il a supprimé graduellement le PITRC de façon méthodique. Il a annoncé clairement ses intentions et a donné suffisamment de temps aux Canadiens pour s'adapter aux subventions réduites. En outre, la procédure d'élimination graduelle a permis aux Canadiens de profiter d'autres avantages sur lesquels ils n'auraient pu compter, si on avait eu recours à une autre méthode.

Avant de vous expliquer pourquoi la procédure utilisée était tout à fait appropriée dans les circonstances, permettez-moi de passer les faits en revue. Ils peuvent facilement être mal interprétés, ce qui, je crois, explique les critiques du comité à l'endroit du gouvernement. Les voici.

Le 8 novembre 1984, le président du Conseil du Trésor (M. de Cotret) a annoncé que le PITRC cesserait d'exister le 31 mars 1986. Il s'agissait là d'un aspect d'un programme gouvernemental plus large tendant à restreindre les dépenses et à réduire la terrible dette que le gouvernement précédent nous avait laissée ainsi qu'aux Canadiens. Le 9 novembre, la ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M^{lle} Carney) a annoncé que les subventions au titre du Programme d'isolation thermique des résidences canadiennes seraient réduites de 60 p. 100 à 33 1/3 p. 100 à compter du 1^{er} janvier 1985, dans le cadre de l'élimination graduelle du programme.

A la suite de cette annonce, et après avoir consulté le secteur de l'isolation, le gouvernement a compris qu'il y avait pénurie de matériaux et d'entrepreneurs, et que les travaux ne pourraient être terminés avant la date limite du 31 décembre. Il est alors devenu clair qu'on devait faire preuve d'une certaine souplesse, afin d'éviter que les intéressés ne puissent plus profiter des subventions de 60 p. 100 pour des raisons indépendantes de

leur volonté. Ainsi, la ministre a annoncé le 16 novembre qu'ils avaient jusqu'au 31 décembre pour manifester leur intention de faire procéder à des travaux d'isolation. Si ces travaux étaient terminés avant le 31 mars 1985, ils auraient droit à la subvention de 60 p. 100. Grâce à cette disposition généreuse, les intéressés ne seront donc pas privés des subventions de 60 p. 100 à cause d'une pénurie de matériaux et d'entrepreneurs.

Le 17 janvier 1985—les dates sont très importantes—le règlement a été modifié par décret du conseil. Je présume que tous les députés sont d'accord avec moi jusqu'ici. Le décret du conseil a dû être retardé pour une raison bien simple: il a fallu refondre le règlement pour tenir compte des dispositions généreuses relatives à la suppression graduelle du programme. Si le gouvernement avait tout simplement annoncé que les subventions seraient réduites à compter du 1^{er} janvier 1985, sans dispositions spéciales, le règlement aurait été approuvé plus tôt. Toutefois, le gouvernement tenait plus à être juste envers les Canadiens qu'à promulguer le règlement sans délai. Il s'est assuré que le règlement serait préparé convenablement afin que les intéressés au programme d'isolation en profitent pleinement. Fait à noter, il n'a jamais été question que la réduction des subventions soit rétroactive.

Le gouvernement aurait pu décider de réduire les subventions à 33 1/3 p. 100 des dépenses admissibles à partir du 17 janvier, la date du décret en conseil, sans tenir compte du fait que des propriétaires s'étaient engagés à compléter les travaux au plus tard le 31 mars. Et les propriétaires qui, sans en être responsables, ne pourraient compléter les travaux à temps pour avoir droit aux subventions de 60 p. 100? S'il avait agi ainsi, le gouvernement aurait certes suivi la procédure établie, mais les Canadiens en cause auraient été perdants. Voilà pourquoi nous avons préféré agir en toute équité et permettre aux propriétaires de toucher les subventions de 60 p. 100 jusqu'au 31 mars 1985 et d'en faire la demande jusqu'au 17 janvier au plus tard. Sans cette disposition plus généreuse, les propriétaires auraient donc eu moins de temps pour demander les subventions plus élevées. Ce fut une mesure extraordinaire dans l'histoire du programme d'isolation thermique des maisons. Jamais les propriétaires n'avaient été assurés de recevoir des montants établis d'avance pendant une période donnée. Auparavant, le propriétaire recevait la subvention prescrite au moment où il ou elle faisait sa demande. Comme les députés le savent, le règlement sur le montant des subventions a changé à maintes reprises pendant la durée du programme.

On a dit qu'un certain nombre de propriétaires n'ont pas pu obtenir la subvention de 60 p. 100 à cause de la suppression graduelle du programme. Les faits prouvent le contraire. On a accordé la subvention de 60 p. 100 à tout propriétaire admissible qui en avait fait la demande entre le 8 novembre 1984 et le 17 janvier 1985—et je rappelle aux députés que c'est la date d'entrée en vigueur du règlement. Mon collègue de Vancouver—Kingsway a donc tort d'affirmer que toute demande de subvention de 60 p. 100 faite après le 31 décembre 1985 a été jetée au panier. Ce n'est pas vrai. Les seules personnes qui n'ont pas obtenu la subvention de 60 p. 100, tout en l'ayant demandée avant le 17 janvier 1985, sont celles qui n'avaient droit à aucune subvention. Elles n'y avaient pas droit, peu importe le montant. Ce furent les seules.